

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**MAPA – 20250055001000**











**INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE D'UN  
SYSTEME PNEUMATIQUE BIDIRECTIONNEL DEDIE AU  
TRANSPORT DE LIQUIDES BIOLOGIQUES POUR LE CENTRE  
HOSPITALIER DE DENAIN**

---

**Etablissement support :**

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**  
Pôle Services – Cellule des marchés publics  
Avenue Désandrouin – B.P. 479  
59322 VALENCIENNES Cedex

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	MAPA – 20250055001000 – INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME PNEUMATIQUE BIDIRECTIONNEL POUR LE TRANSPORT DE LIQUIDES BIOLOGIQUES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre composite
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par prestation
	<b>Reconduction</b>	Défini par prestation
	<b>Prix</b>	Défini par prestation
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type de contrat.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Réalisation de travaux et prestations similaires .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Confidentialité / Protection des données à caractère personnel.....	6
4 - Intervenants .....	7
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Durée du contrat .....	7
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	9
6.3 - Offre de prix promotionnels .....	10
7 - Garanties financières.....	11
8 - Avance .....	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	11
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	11
9 - Modalités de règlement des comptes .....	12
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
9.3 - Délai global de paiement .....	12
9.4 - Paiement des cotraitants .....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	13
10.1 - Préparation et coordination des travaux.....	13
10.2 - Etudes d'exécution .....	14
10.3 - Installation et organisation du chantier.....	14
10.4 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	15
10.5 - Réception des travaux .....	15
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	16
12 - Pénalités .....	16
12.1 - Pénalités relatives aux travaux .....	16
12.2 - Pénalités relatives aux prestations de maintenance .....	16
13 - Assurances.....	17
14 - Clause de réexamen .....	17
14.1 - Adhésion d'un nouvel établissement .....	16
14.2 - Imprévision ou circonstances imprévues .....	16
15 - Résiliation du contrat .....	19
15.1 - Conditions de résiliation du marché.....	19
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
16 - Règlement des litiges et langues .....	19

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**AOO – 20250055001000 – INSTALLATION, MISE EN SERVICE ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME PNEUMATIQUE BIDIRECTIONNEL POUR LE TRANSPORT DE LIQUIDES BIOLOGIQUES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN**

Le marché porte sur l'installation, la mise en service et la maintenance d'un système pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques (prélèvements sanguins, flacons d'hémocultures et gaz du sang), par l'intermédiaire de cartouches sécurisées ou autre moyen de transport équivalent, pour le Centre hospitalier de Denain.

Acheteur référent : Centre hospitalier de Valenciennes (en charge de la rédaction, de la passation, de la signature et de la notification du marché).

Etablissement bénéficiaire : Centre hospitalier de Denain (en charge de l'exécution du marché).

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « **marché ordinaire** » concerne les prestations suivantes :

- Installation et mise en service d'un système de transport pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques ;
- Garantie de 2 ans (compris : opération de maintenance préventive annuelle + panne) ;
- Maintenance préventive, au terme de la garantie ;
- Formation des utilisateurs et des techniciens.

La partie « **accord-cadre à bons de commande** » concerne les prestations suivantes :

- Prestations de maintenance curative.

La partie « accord-cadre à bons de commande » est conclue sans montant minimum et avec montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Celle-ci s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Montant maximum : 25 000 € H.T. par période d'exécution.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;

- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des travaux / prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution des travaux / prestations (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des travaux / prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

L'établissement bénéficiaire se charge de l'émission des bons de commande auprès du titulaire et du paiement des prestations correspondantes.

Seuls les bons de commande signés peuvent être honorés par le titulaire.

### **1.5 - Réalisation de travaux et prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de travaux et prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.6 - Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail**

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise ainsi que sa chaîne de fournisseurs et de sous-traitants.

### **1.7 - Connaissance du site**

Le titulaire reconnaît que les pièces constitutives du marché qui lui ont été remises lors de la notification du contrat sont suffisantes pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux et de toutes les prestations dont il peut avoir la charge suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation des installations réceptionnées.

Le titulaire reconnaît, au travers des documents remis, avoir une connaissance suffisante des lieux ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférents et avoir eu la possibilité de demander tous documents, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation parfaite des travaux et des prestations. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans la réalisation des travaux et des prestations.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, tous moyens (mesures, analyses, investigations, contrôles...) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier (vibrations, poussière, bruit...). Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins et s'engage à relever et garantir le pouvoir adjudicateur de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
  - ✓ Annexe n°1 : Bordereau financier, décomposé de la façon suivante : « Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) » pour la partie « marché ordinaire » et « Bordereau des prix unitaires (BPU) » pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat ;
- Le rétro-planning (en nombre de jours ouvrés) proposé par le titulaire à l'appui de son offre, comprenant l'ensemble des étapes à partir de la réception de la commande jusqu'à la mise en service finale de l'installation ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

Le fait de répondre au marché suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles, de la part du titulaire.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues du marché sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

## 3 - Confidentialité / Protection des données à caractère personnel

### 3.1 - Confidentialité

Le présent marché public comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

### 3.2 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 4 - Intervenants

### 4.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le pouvoir adjudicateur lui-même.

### 4.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le pouvoir adjudicateur lui-même.

### 4.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par le pouvoir adjudicateur lui-même.

### 4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)

Aucune coordination sécurité et protection de la santé (SPS) n'est prévue pour cette opération.

En revanche, le pouvoir adjudicateur assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du titulaire, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

### 4.5 - Sécurité des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Aucune coordination sécurité des systèmes de sécurité incendie (SSI) n'est prévue pour cette opération.

### 4.6 - Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC)

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le pouvoir adjudicateur lui-même.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

Concernant l'installation et la mise en service d'un système de transport pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques :

Le délai global estimatif prévu pour l'exécution de la totalité du chantier est de 5 semaines (en jours ouvrés).

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est la suivante : **01/09/2025**.

---

Le délai d'exécution sur lequel s'engage le titulaire est fixé dans l'acte d'engagement (AE).

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les travaux, selon le rétro-planning (en nombre de jours ouvrés) proposé par le titulaire à l'appui de son offre, comprenant l'ensemble des étapes à partir de la réception de la commande jusqu'à la mise en service finale du matériel.

Concernant la garantie :

La durée de garantie est fixée à 2 ans et débute à compter de la date de mise en service du système. La garantie prend en compte l'ensemble des pannes, remplacements de tuyau... sauf casse volontaire interne et inclut la maintenance préventive annuelle.

#### Concernant les prestations de maintenance préventive :

Le contrat de maintenance préventive est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date d'expiration de la garantie.

Le contrat de maintenance préventive est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de la période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat de maintenance préventive, toutes périodes confondues, est de 24 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du contrat de maintenance préventive. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### Concernant les prestations de maintenance curative :

Le contrat de maintenance curative est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de mise en service du système.

Le contrat de maintenance curative est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de la période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat de maintenance curative, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du contrat de maintenance curative. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### *Au plus tôt, de manière anticipée :*

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou la période de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée du contrat de maintenance curative.

La durée maximale du contrat de maintenance curative sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du contrat de maintenance curative. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

#### Concernant la formation des utilisateurs et des techniciens :

La formation des utilisateurs sera réalisée une fois que l'installation et la mise en service du système seront terminées.

La durée de ladite formation est définie dans le mémoire technique du titulaire.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par application :

- De prix forfaitaires pour la partie « marché ordinaire » ;
- De prix unitaires pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».



## 6.2 - Modalités de variation des prix

Concernant les travaux d'installation et de mise en service d'un système de transport pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques :

Les prix sont fermes et actualisables.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans son offre. Cette date permet de définir le « mois zéro ».

Conformément aux dispositions des articles R. 2112-9 à R. 2112-12 du code de la commande publique, les prix sont actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix et la date de début d'exécution des travaux (date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage). L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des travaux.

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

Formule
$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des travaux.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
BT01	Tous corps d'état

Concernant les prestations de maintenance :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2025 (date d'établissement des prix initiaux, correspondant à la date de remise de l'offre) ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

Formules
$C_n = 100.0\% (ICHTrev-TS IME (n) / ICHTrev-TS IME (o))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision ;
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n ;
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (valeur de l'indice au mois de remise de l'offre pour la première révision et valeur de l'indice issue de la dernière révision pour les suivantes).

Le mois "n" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
ICTrev-TS IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183  Lien : <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183</a>

Les prix peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse, à l'initiative du titulaire ou sur demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de transmettre ses tarifs successifs (sur support informatique Excel) à la cellule des marchés publics du Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support des hôpitaux Hainaut-Cambrésis, par lettre recommandée avec accusé de réception, par courriel électronique ou via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> avec un préavis de trois mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité.

Dans le cas contraire, les conditions précédentes seront automatiquement reconduites.

En outre, le titulaire doit systématiquement fournir, à l'appui de sa demande d'ajustement, les pièces justificatives permettant d'apprécier l'augmentation des prix.

Si la révision n'est pas demandée ou refusée, la suivante se basera sur l'augmentation résultant de la dernière révision des prix.

### 6.3 - Offre de prix promotionnels

Les prestations concernées par le présent marché peuvent, à tout moment, faire l'objet d'offres promotionnelles à l'initiative du titulaire dans les conditions définies ci-après.

Une offre de prix promotionnels peut prendre les formes suivantes :

- Une diminution d'un ou plusieurs prix des prestations ;
- Une diminution des prix ;
- Une prestation plus performante à un prix identique ;
- La combinaison de plusieurs des points mentionnés ci-dessus.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur sa proposition, par tout moyen permettant de lui donner une date certaine. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des prestations concernées par la promotion.

Le pouvoir adjudicateur notifie son accord au titulaire avant l'application de l'offre promotionnelle via son profil d'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Un avenant est à cet effet établi par le pouvoir adjudicateur.

L'offre promotionnelle s'applique pendant toute la durée de la promotion. À l'expiration de la période d'offre promotionnelle, les conditions tarifaires antérieurement en vigueur sont immédiatement applicables.

## 7 - Garanties financières

Concernant les travaux d'installation et de mise en service d'un système de transport pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques :

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 8 - Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (AE).

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-Travaux.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Concernant les travaux d'installation et de mise en service d'un système de transport pneumatique bidirectionnel pour le transport de liquides biologiques :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois ; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à 12 fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause d'actualisation des prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux exécutés par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des travaux individualisés par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Pour la partie « marché ordinaire », des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base de factures établies mensuellement par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

#### Périodicité des règlements :

- Travaux : Facturation à l'avancement ;
- Prestations de maintenance préventive : Facturation trimestrielle à terme échu ;
- Formation : Facturation après achèvement à 100% des prestations concernées.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

#### Périodicité des règlements :

- Maintenance curative : Facturation après service fait, au fur et à mesure des besoins.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **265 906 818 00017** ;
- Code service : **TRAVAUX** ;
- Numéro d'engagement juridique : **20250055001000**.

### 9.3 - Délai global de paiement

Le paiement se fait par mandat administratif.

Le marché est financé sur les fonds propres du Centre hospitalier de Denain.

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

#### Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché (sans nécessité de produire un avenant en conséquence).

#### Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur l'acte d'engagement (AE) du marché à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

### **10.1 - Préparation et coordination des travaux**

#### 10.1.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Cf. rétro-planning (en nombre de jours ouvrés) proposé par le titulaire à l'appui de son offre, comprenant l'ensemble des étapes à partir de la réception de la commande jusqu'à la mise en service finale de l'installation

En tout état de cause, la période de préparation ne saurait excéder :

Période de préparation	2 mois
---------------------------	--------

Les tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation sont les suivantes :

- Contrôle et prise de côtes sur site ;
- Fourniture du calendrier détaillé d'exécution (planning définitif), daté et cohérent vis-à-vis du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Fourniture des plans d'exécution, fiches techniques et modes opératoires.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, le pouvoir adjudicateur et le titulaire doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du code du travail, une inspection commune à laquelle participe le titulaire ;
- Le titulaire participe à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du code du travail ;
- Le titulaire analyse les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- Le titulaire élabore, conjointement avec le pouvoir adjudicateur, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire doit enfin dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux.

#### 10.1.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le pouvoir adjudicateur assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux. Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité. Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### 10.1.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché.

### **10.2 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du pouvoir adjudicateur. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

### **10.3 - Installation et organisation du chantier**

#### 10.3.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'entretien des installations de chantier.

Le plan d'implantation de chantier ainsi que les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent seront définis en accord avec le pouvoir adjudicateur.

Des locaux avec sanitaire, douche et réfectoire seront mis à la disposition du titulaire.

#### 10.3.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

### **10.4 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### 10.4.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation des déchets créés par les travaux du marché est de la responsabilité du pouvoir adjudicateur en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### 10.4.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### 10.4.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le pouvoir adjudicateur.

### **10.5 - Réception des travaux**

La réception a lieu à l'achèvement des travaux, dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; ce dernier aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Qualification de l'installation :

- Qualification de conception : Cette étape s'effectue au moment de finaliser la commande. Elle établit le document où figurent les performances attendues. Ce document sera ensuite la référence pour les qualifications d'installation et opérationnelle ;
- Qualification d'installation : Cette étape se résume à la vérification de tout ce qui est décrit dans le cahier des charges et que l'on peut vérifier pour faire fonctionner l'installation ;
- Qualification opérationnelle : Elle a pour but de tester les performances de l'installation. Les moyens mis à disposition pour contrôler les performances du système et livrera les résultats sur l'ensemble du système (mesure des vibrations, des chocs, des vitesses de freinage, des accélérations, des températures, les temps de parcours sur chaque circuit).

## **10.6 - Réception des prestations de maintenance**

Chaque intervention de la société prestataire (même de télémaintenance), qu'elle soit de nature préventive ou curative fait l'objet d'un rapport détaillé précisant :

- Le nom du technicien ;
- Les dates et heures d'arrivée et de départ ;
- L'objet de l'intervention ;
- La nature des anomalies constatées, le cas échéant ;
- La nature du travail effectué et la liste exhaustive des pièces changées ;
- Toute observation utile pour le suivi du système (usure de certains organes, risque de détérioration...).

Le compte-rendu d'intervention, ou une copie, doit être adressé nominativement à Monsieur Didier MATHIEU, responsable biomédical du Centre hospitalier de Denain, par courriel électronique ([dmathieu@ch-denain.fr](mailto:dmathieu@ch-denain.fr)).

Ce compte-rendu d'intervention transmis, tel que décrit *supra*, est un élément de justification du service rendu.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre la liquidation des factures en cas d'absence de transmission des comptes rendus d'intervention par le titulaire. Dans ce cas de figure, un courrier est adressé au titulaire en recommandé avec accusé de réception requérant l'annulation de la facture. La réédition de la facture sera possible après transmission des comptes rendus d'intervention manquants.

## **11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **12 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **12.1 - Pénalités relatives aux travaux**

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Retard dans l'exécution et l'achèvement des travaux	Journalière	300,00 € par jour ouvré de retard
Absence du titulaire aux convocations et réunions de chantier	Forfaitaire	150,00 € par absence
Non-respect de la remise en état des lieux	Forfaitaire	Cf. devis de la prestation
Non-respect des règles d'hygiène ou de sécurité	Forfaitaire	150,00 € par infraction constatée
Absence de déclaration des sous-traitants	Forfaitaire	150,00 € par constat



## 12.2 - Pénalités relatives aux prestations de maintenance

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations de maintenance est dépassé ou en cas d'indisponibilité de l'installation par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée forfaitairement à :

- 150,00 € par heure de retard lors d'une demande d'intervention (maintenance curative) ;
- 100,00 € par heure de retard lorsqu'une opération de maintenance préventive dépasse le délai prévu.

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du code civil.

## 18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché et ce, pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des travaux.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

### 18.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Sans objet.

## **18.2 - Imprévision ou circonstances imprévues**

### **18.2.1 - Obligation d'information**

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

### **18.2.2 - Modalités de poursuite du marché**

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

### **18.2.3 - Suspension du marché**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du marché sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution avec un autre entrepreneur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

### **18.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché**

Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché, du fait de la poursuite de l'exécution du marché, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- ➡ Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- ➡ Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

## 19 - Résiliation du contrat

### 19.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

### 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.